

## **Contribution collective du MSCPA à la consultation électronique du HLPE-FSN sur le renforcement des systèmes alimentaires urbains et périurbains pour assurer la sécurité alimentaire et la nutrition**

**23 janvier 2024**

Le Mécanisme de la société civile et des peuples autochtones (MSCPA) pour les relations avec le Comité des Nations unies sur la sécurité alimentaire mondiale (CSA) est le plus grand espace international d'organisations de la société civile (OSC) œuvrant à l'éradication de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition. Toutes les organisations participant à la MSCPA appartiennent à l'un des 11 groupes suivants : petits exploitants agricoles, éleveurs, pêcheurs, peuples autochtones, travailleurs agricoles et alimentaires, sans-terre, femmes, jeunes, consommateurs, personnes souffrant d'insécurité alimentaire en milieu urbain et ONG. Cette contribution écrite collective a été préparée par les participants du groupe de travail urbain et périurbain de la MSCPA qui a été constitué en janvier 2024 pour suivre ce chantier du CSA.

### **COMMENTAIRES GENERAUX SUR LE PROJET V0 DU RAPPORT HLPE-FSN**

Le Mécanisme de la société civile et des peuples autochtones (MSCPA) accueille favorablement le projet V0 du rapport HLPE-FSN intitulé " Renforcer les systèmes alimentaires urbains et périurbains pour assurer la sécurité alimentaire et la nutrition dans le contexte de l'urbanisation et de la transformation rurale ". Le CSA disposait d'un axe de travail politique sur l'urbanisation et la transformation rurale et leurs implications pour la sécurité alimentaire et la nutrition, mais malgré les nombreux efforts et ressources consacrés à cet axe de travail, et bien qu'il y ait eu un processus de consultation, celui-ci n'a pas abouti à un document politique final négocié. C'est pourquoi la MSCPA accueille favorablement un rapport du Groupe d'experts de haut niveau sur ce sujet et voit l'opportunité de sensibiliser aux priorités des groupes les plus touchés dans les contextes urbains et périurbains par le biais de ce volet de travail.

Ce rapport en six chapitres propose une définition des systèmes alimentaires urbains et périurbains dans le premier chapitre, suivi d'une perspective historique du processus d'urbanisation, du contexte actuel de la croissance urbaine et du nombre de personnes vivant dans les zones urbaines en situation d'insécurité alimentaire. Le troisième chapitre examine la transition nutritionnelle et la sécurité alimentaire, ainsi que la manière dont le droit humain à l'alimentation peut être garanti. Le quatrième chapitre analyse les systèmes alimentaires urbains et périurbains, en abordant les différents processus, les acteurs et la manière dont les gens accèdent à la nourriture,

par exemple en s'appuyant sur les supermarchés et la prolifération des magasins de proximité. Le cinquième chapitre traite de la gouvernance alimentaire urbaine, des lois, de la politique alimentaire urbaine, des différents acteurs régionaux et des modalités de participation à la politique urbaine. Le sixième chapitre aborde les partenariats politiques et les différents acteurs impliqués dans ces réponses, ainsi que les questions internationales et le marché international.

La MSCPA reconnaît que l'un des aspects importants du rapport HLPE-FSN est qu'il fonde sa conceptualisation sur les six dimensions de la sécurité alimentaire : la disponibilité, l'accès, l'utilisation, la stabilité, l'agence et la durabilité.

En outre, nous trouvons positive la manière dont le rapport différencie le concept urbain et périurbain pour le Nord et le Sud afin de reconnaître les différentes manières dont la pauvreté, la migration et les inégalités internes se sont accrues dans chaque pays. Nous saluons également le fait que le rapport parle de malnutrition, étant donné l'impact de la pénétration des produits ultra-transformés dans les contextes urbains et périurbains.

Cependant, nous constatons également certaines faiblesses et certains espaces d'amélioration, comme le fait que le rapport ne considère pas le droit à l'alimentation et les différentes dimensions des droits de l'homme d'une manière holistique. Le rapport devrait développer davantage l'indivisibilité et l'interconnexion entre le droit à la ville, le droit au logement, le droit au travail et à la protection sociale, ou le droit à un environnement sain, propre, sûr et durable. Le rapport comporte une section très limitée sur la prise en compte du genre ou des inégalités, qui pourrait être étoffée et qui pourrait s'inspirer des résultats politiques antérieurs du CSA, en particulier des "Directives volontaires sur l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes et des filles dans le contexte de la sécurité alimentaire et de la nutrition". Le rapport devrait également se concentrer davantage sur les jeunes en tant qu'agents de transformation des systèmes alimentaires urbains et périurbains. Les jeunes sont essentiels pour parvenir à des économies de bien-être définies par la souveraineté alimentaire, des moyens de subsistance dignes et des environnements sains dans les zones rurales et urbaines. Il est urgent de transformer les systèmes alimentaires pour que les jeunes puissent vivre correctement à la campagne et dans les villes, rétablir l'harmonie écologique et recevoir une juste rémunération pour leur travail dans les systèmes alimentaires. Les jeunes sont souvent contraints de migrer vers les villes parce que la vie dans les zones rurales est rendue impossible par des contraintes structurelles. Les changements systémiques dans les systèmes alimentaires devraient être axés sur les principes fondamentaux des droits, de l'équité, de l'action et de la reconnaissance du rôle des jeunes en tant que protagonistes collectifs et individuels du changement social.

Le rapport pourrait également bénéficier d'une section supplémentaire au chapitre 4, qui examinerait les alternatives existantes aux supermarchés et aux magasins de proximité, telles que les marchés territoriaux, l'agriculture soutenue par la communauté, les groupes d'achat de produits alimentaires et les coopératives. Il convient également d'examiner la prolifération de l'aide alimentaire caritative dans divers contextes, des banques alimentaires aux écoles en passant par les lieux de culte.

Bien que l'agriculture urbaine et périurbaine soit abordée, le rapport ne considère pas l'agroécologie comme une approche transformatrice pour les systèmes urbains et périurbains. Parmi les documents du CSA, nous disposons d'une base pour avancer sur l'agriculture urbaine et périurbaine basée sur l'agroécologie et le rapport devrait faire référence aux 10 principes de l'agroécologie de la FAO et aux recommandations politiques du CSA. L'agroécologie urbaine fait également l'objet d'un nombre croissant de recherches et d'une reconnaissance de ses pratiques et de ses valeurs, qui s'attaquent au pouvoir et à l'injustice, offrent des avantages sociaux et de bien-être au-delà de la production alimentaire et englobent une variété de méthodes holistiques de production alimentaire durable à faible impact et à faible consommation d'intrants. Quelques références sont fournies ci-dessous.

En outre, il n'y a pas de vision systémique et connectée entre les systèmes politiques et les services de marchés publics, par exemple en ce qui concerne les programmes de marchés publics, il n'y a rien à propos d'un réseau de marchés publics. En ce qui concerne la gouvernance, le rapport n'aborde pas la planification urbaine et les instruments de gestion, il fait seulement appel aux conseils de participation sociale, mais pas avec l'objectif de placer la perspective alimentaire comme transversale dans la conception des instruments de planification urbaine, tels que le budget, l'infrastructure urbaine et les différents services publics existants.

Pour la MSCPA, la participation sociale est essentielle pour créer des systèmes alimentaires urbains et périurbains susceptibles d'avoir un impact sur la malnutrition et l'insécurité alimentaire. Les personnes et les groupes les plus touchés - tels que les communautés de gitans, de Roms et de voyageurs, les jeunes, les réfugiés, les migrants, les éleveurs, les paysans, les sans-abri, les groupes à faible revenu, y compris les femmes, les personnes racialisées et les groupes ethniques, les personnes handicapées, les personnes âgées et les enfants, entre autres, vivant dans les zones urbaines et périurbaines - devraient être inclus dans les espaces d'élaboration des politiques par le biais de processus transparents, démocratiques et efficaces qui respectent l'autonomie et l'auto-organisation des mouvements sociaux, des mouvements féministes et des mouvements civiques. Par exemple, il n'y a pas de perspective des travailleurs, ni de perspective de l'économie sociale et solidaire et de la protection sociale qui prennent en compte les conditions de la qualité de vie.

## LES HYPOTHÈSES QUI DEVRAIENT ÊTRE REMISES EN QUESTION (CHANGEMENT DE PARADIGME)

- Le paradigme de l'urbanisation, et la modernisation elle-même, exigent que l'on vive dans les villes en s'éloignant des zones rurales. Il est bien établi que l'urbanisation conduit souvent aux problèmes mêmes qu'elle vise à résoudre : mauvais logements, surpeuplement, chômage, pauvreté et dénuement, insécurité alimentaire, disparités en matière de santé, embouteillages, pollution, manque d'infrastructures adéquates telles qu'un bon environnement alimentaire, des écoles, des transports, de l'eau, de l'énergie et des égouts.
- De nombreux pays développés conservent une proportion très importante de leur population totale dans les zones rurales. Ainsi, des pays comme l'Autriche, la Pologne, la Slovaquie, l'Irlande et la Thaïlande, parmi beaucoup d'autres, ont une population rurale supérieure à 40 %, voire proche de 50 % dans certains cas. Il s'agit là d'exemples concrets de pays où la tendance n'est pas conforme au paradigme, mais ces exemples sont souvent ignorés. En Chine, le programme de revitalisation rurale, qui a fait ses preuves, inclut de nombreux jeunes et comporte une forte dimension d'agriculture soutenue par la communauté, avec un accent particulier sur les marchés territoriaux.
- Il est essentiel de renforcer les marchés territoriaux plutôt que de se concentrer sur le commerce international, qui peut avoir des conséquences et des impacts négatifs sur la sécurité alimentaire dans les zones rurales et urbaines et qui devrait être davantage exploré.
- Les villes s'étendent par le biais de l'étalement urbain. À l'intérieur et autour des villes, il y avait des zones fertiles pour l'agriculture qui ont été converties en zones construites de manière alarmante. Il est essentiel de maintenir l'agriculture périurbaine (en utilisant les [VGGT](#) dans la mesure du possible), afin de garantir l'accès des populations locales à des produits frais et nutritifs. En outre, les liens entre les zones rurales et urbaines sont essentiels.
- Le rapport devrait tenir compte du fait que le contexte urbain n'est pas homogène et qu'il comporte des institutions ou des réseaux interconnectés composés de différents acteurs qui devraient être pris en considération. Les initiatives en matière de sécurité et de souveraineté alimentaires, ainsi que la gouvernance et la politique alimentaire visant à promouvoir l'accès à la nourriture, devraient tenir compte des différents besoins, priorités et préférences des divers groupes qui composent les villes. Le contexte urbain comprend des réfugiés, des immigrants et différentes classes socio-économiques.

- L'engagement du secteur privé a entraîné une augmentation de la production et de la disponibilité d'aliments ultra-transformés, qui sont désormais largement disponibles dans les zones urbaines et largement distribués par les banques alimentaires. Le rapport devrait répondre à la question de savoir comment promouvoir des systèmes alimentaires localisés et des marchés territoriaux dans les contextes urbains afin de garantir aux consommateurs l'accès à des régimes alimentaires abordables, sains et culturellement acceptables. Le lien entre l'accès aux aliments ultra-transformés et la santé devrait être étudié plus en détail étant donné l'augmentation de la consommation d'aliments transformés. En ce qui concerne les normes communautaires et les pratiques alimentaires culturelles, le rapport devrait examiner la manière dont elles influencent les modes de consommation dans les zones urbaines.
- Au Pakistan, 65 % de la population est composée de jeunes, comment pouvons-nous les impliquer dans ce processus ? Les jeunes constituent un segment important de la population urbaine et l'exode rural est en augmentation. Le potentiel des jeunes en tant qu'acteurs du système alimentaire dans les zones urbaines est crucial et pourrait être davantage exploré. Il est essentiel de comprendre le contexte, comme le montre cette [étude de base](#) en Ouganda.
- Deux éléments ne sont pas bien abordés dans le rapport : la fonction sociale des services de marchés publics et la fourniture de denrées alimentaires. Cette dimension est souvent absente des analyses mais doit être considérée comme essentielle pour garantir la sécurité et la souveraineté alimentaires. Ces dernières années, l'Europe a mis l'accent sur ce point. Le Conseil international pour les initiatives écologiques locales (ICLEI), en collaboration avec des partenaires tels que Slow Food et Urgenci, a beaucoup travaillé sur cette question. Comme en témoigne le [Manifeste pour l'établissement de normes minimales pour les cantines publiques dans l'UE](#). Il s'agit également d'un élément clé du travail de la Coalition européenne pour une politique alimentaire. Le projet [Une cantine 100 % bio sans surcoût](#) est un excellent exemple d'achat public d'écoles biologiques utilisant des terres municipales.
- Pendant la pandémie, nous avons vu comment le réseau d'approvisionnement public et les marchés publics étaient importants pour garantir l'accès à une alimentation adéquate. Il est nécessaire de soutenir la création de pactes également entre les municipalités, car elles peuvent créer des pactes et des accords au niveau national et local. Par exemple, au Brésil, la création de la stratégie nationale pour la sécurité alimentaire et le contexte urbain vise à créer des politiques locales entre les différents acteurs.
- Le projet est bien développé et présente une description détaillée des questions de sécurité alimentaire dans les zones urbaines et périurbaines.

Cependant, les concepts de genre et d'inégalité sont largement absents de l'analyse. Bien que le rapport mentionne brièvement le genre comme une question transversale, il gagnerait beaucoup à développer un cadre ou une proposition sur l'inégalité pour aborder les inégalités de genre, raciales, sociales et économiques lorsqu'il est question de sécurité alimentaire dans les zones urbaines et périurbaines. Un cadre féministe intersectionnel permettrait de mieux comprendre les raisons des disparités et des inégalités dans l'accès et la distribution de la nourriture, ainsi que les impacts sociaux de ces inégalités. Voir HLPE 18 sur la réduction des inégalités pour la sécurité alimentaire et la nutrition.

- Les zones urbaines comprennent une grande population vivant dans la pauvreté et ses conséquences affectent la sécurité alimentaire des familles et des communautés, en particulier les femmes et les filles et les communautés mal desservies. En outre, la littérature existante montre largement que les femmes au sein des familles ont tendance à souffrir davantage de l'insécurité alimentaire, en particulier en cas de chocs. Il existe une composante d'analyse relative à l'agence (empowerment), mais elle n'est pas approfondie.
- En outre, la mention des femmes et du genre dans le rapport apparaît en relation avec les enfants et leur rôle en tant que mères pour relever les défis de l'insécurité alimentaire des enfants. Le rapport ne propose pas de réflexion critique sur le rôle des autres acteurs dans la nutrition des enfants, la contribution positive et la valeur des femmes dans la préparation des aliments et le temps consacré à l'alimentation de la famille.
- Le rapport devrait également mettre davantage l'accent sur les pratiques répandues qui ont contribué de manière significative à garantir la sécurité et la souveraineté alimentaires pendant la pandémie et la période post-pandémique. Certaines de ces expériences sont synthétisées dans le rapport de la MSCPA intitulé [Voices from the ground : Du COVID-19 à la transformation radicale de nos systèmes alimentaires](#) (2020). Ainsi que dans [Enacting Resilience : the Response of LSPA to the Covid-19 Crisis](#) (2021), un rapport important publié par Urgenci qui souligne l'importance et la pertinence de l'agriculture périurbaine dans l'alimentation des populations urbaines. Ce qui ressort clairement de ces deux rapports, c'est la naissance d'initiatives citoyennes spontanées, fondées sur la solidarité et partant de la base, qui ont contribué de manière décisive à garantir l'accès et le droit à l'alimentation et à la nutrition.
- Il n'y a pas de véritable exploration de l'utilisation des terres, y compris de l'accès à la terre et de la tenure pour les producteurs alimentaires urbains et périurbains, de la régénération et de ses impacts.
- Les systèmes alimentaires urbains et périurbains, et en particulier la production alimentaire, ne sont pas pris en compte dans la planification et la résilience des villes en cas d'urgence. Avant la pandémie de Covid-19, de nombreuses villes manquaient de préparation ou de planification en cas de chocs dans le système

alimentaire et dépendaient du marché pour assurer la disponibilité des denrées alimentaires.

- Pour la MSCPA, il y a encore du travail à faire en matière de gouvernance. Par exemple, comment les municipalités peuvent-elles préserver et construire davantage d'infrastructures physiques et sociales dans les zones défavorisées ? Ainsi qu'un meilleur engagement avec les groupes marginalisés qui ne participent pas au système alimentaire général. D'un point de vue juridique, il pourrait y avoir plus d'informations sur la manière dont les municipalités peuvent créer des accords et des lois pour améliorer l'infrastructure et l'approvisionnement. Voici quelques exemples clés de la manière dont cela peut se faire : <https://securite-sociale-alimentation.org/> D'autres exemples existent au Brésil et dans d'autres pays.
- Il serait également important que le rapport comprenne une analyse des pertes et gaspillages de denrées alimentaires sur les marchés et dans les supermarchés, les problèmes étant liés au système du "juste à temps", au transport, au stockage et aux systèmes d'étiquetage déroutants des dates de péremption et d'utilisation optimale qui signifient que les denrées alimentaires comestibles sont éliminées avant leur date de péremption. De grandes quantités d'aliments sont également jetées à la source pour contrôler les prix, comme le lait, ou pour répondre aux normes cosmétiques des supermarchés, ou encore à la maison. Le rapport pourrait également fournir des recommandations sur les mécanismes qui fournissent de meilleures informations par le biais de recommandations scientifiques, et qui peuvent être utiles pour de nombreuses populations, afin de réduire le gaspillage alimentaire. Des études ont démontré que les pertes et les déchets alimentaires sont nettement moins importants dans les systèmes d'alimentation directe des consommateurs, tels que l'agriculture soutenue par la communauté (CSA), comme celle sur les [pertes et les déchets alimentaires dans l'agriculture soutenue par la communauté dans la région de Leipzig, en Allemagne](#). Il y a plusieurs explications à cela, notamment l'utilisation extensive de l'agroécologie dans l'ASC, la proximité de l'ASC avec les consommateurs (à la fois physique et psychologique), le fait que les consommateurs acceptent toujours tous les fruits et légumes, indépendamment de leur taille ou de leur forme, de sorte qu'il n'y a pas de processus de classement et de rejet.
- La souveraineté alimentaire est un concept qui n'apparaît pas dans le rapport, mais qui est très important si l'on prend en compte les perspectives territoriales ou locales et l'aspect agence de la sécurité alimentaire. Il faut souligner l'importance des consommateurs, qui doivent se reconnaître dans les aliments qu'ils consomment.
- Le rapport pourrait également inclure des recommandations concernant le rôle des autorités publiques, par exemple des ministères de la santé et de

l'agriculture, ainsi que des recommandations sur la production locale agroécologique/bio pour les marchés publics territoriaux.

- L'accès à la terre et sa protection, ainsi que la succession des exploitations existantes pour de nouvelles formes de collectifs et de coopératives, telles que les exploitations communautaires dans les zones urbaines et périurbaines, devraient être prioritaires.
- Il serait également important d'inclure dans le rapport une analyse des oligopoles dans le domaine de l'agriculture, car nous constatons la même chose dans le domaine de la vente au détail au niveau mondial. Il en va de même pour les biens publics et les marchés de gros.
- Le rapport doit être clair quant à la place de la production agricole alimentaire dans les contextes urbains et périurbains, comme la promotion des jardins communautaires, des jardins familiaux utilisant un espace limité, des technologies telles que l'agriculture verticale, l'hydroponie, l'agriculture sur les toits, entre autres.
- Il devrait également aborder la manière dont le déficit de la production locale et la dépendance à l'égard des importations ont un impact sur les systèmes alimentaires urbains et périurbains.
- Les Community Land Trusts et leurs équivalents doivent être reconnus par le rapport comme un moyen de préserver l'agriculture urbaine et périurbaine. Cette forme de préservation est très répandue à New York et de plus en plus au Royaume-Uni, et elle est reconnue par UN Habitat 2. Il s'agit d'une forme clé d'économie solidaire concernant l'utilisation des terres, et elle est liée à [la législation du gouvernement local](#).
- Nous estimons qu'il est important de souligner le fait que certains réseaux de consommation et de production alimentaires qui sont sous le radar n'ont pas été pris en compte dans le rapport. Il conviendrait d'examiner en détail les alternatives existantes aux longues chaînes alimentaires, notamment l'agriculture soutenue par la communauté, les collectifs de producteurs et de consommateurs et les magasins coopératifs, les collectifs de petits producteurs de toutes sortes et les plateformes de distribution telles que l'Open Food Network, les ventes collectives de producteurs en ligne (y compris des critères tels que l'agroécologie/la production biologique). Ainsi que des réseaux commerciaux informels tels que le commerce de valises, souvent au noir, entre le sud et le nord du monde pour des produits alimentaires culturellement acceptables.
- Les conseils de politique alimentaire sont essentiels pour développer avec succès une agriculture urbaine et périurbaine durable et il est nécessaire d'élaborer une section complète sur ce sujet.
- Il serait important d'étudier le lien entre l'alimentation, le climat et l'aide humanitaire dans le contexte urbain. Comment les villes sont-elles préparées à répondre aux chocs et aux urgences humanitaires, et à construire une



résilience à long terme dans un contexte de crise climatique. Des exemples sont les initiatives sur les systèmes d'alerte précoce à Nairobi, au Kenya, et un projet similaire aux Philippines, le [projet B-Ready](#).

Nous devons souligner que les alternatives qui existent sont dans de nombreux cas profondément ancrées, et dont la résilience pendant la pandémie s'est avérée inestimable, comme au Brésil, où les petits producteurs alimentaires ont donné de la nourriture à la population gratuitement. Comme le montre le rapport de la MSCPA (2022) Voix du terrain 2 : solutions transformatrices aux crises alimentaires systémiques mondiales.

- Les essais expérimentaux français et belges de sécurité sociale alimentaire qui sont actuellement en cours sur la base de l'alimentation en tant que droit de l'homme et en tant que protection sociale. Le rapport à CGLU fait référence aux essais français, ce qui est peut-être la première fois qu'un réseau de gouvernements locaux est mentionné dans les travaux du CSA.
- La politique de régénération rurale en Chine, où l'ASC joue un rôle considérable, devrait également être mentionnée. L'aspect intéressant en Chine est que la question de l'accès à la terre se pose beaucoup moins, étant donné que toutes les familles rurales se voient attribuer une terre
- Les conseils de politique alimentaire et le travail très intéressant réalisé actuellement à New York, Toronto, Londres et dans d'autres villes doivent être mis en évidence. Voir le site web du Pacte de Milan pour une politique alimentaire urbaine pour des exemples.

## **D'AUTRES RÉFÉRENCES QUI POURRAIENT ÊTRE PRISES EN CONSIDÉRATION**

- Sachs, C. et Patel-Campillo, A. (2014). La justice alimentaire féministe : Crafting a new vision. *Feminist Studies*, 40 (2), 396-410.
- Allen, Patricia, et al. Les femmes et les chaînes alimentaires : The gendered politics of food. *The International Journal of Sociology of Agriculture and Food*, 2007, vol. 15, no1, p.1-23
- Document sur le virus de la faim par Oxfam <https://policy-practice.oxfam.org/resources/the-hunger-virus-how-covid-19-is-fuelling-hunger-in-a-hungry-world-621023/>

## **RÉFÉRENCES EN MATIÈRE D'AGROÉCOLOGIE URBAINE**

- Agroécologie urbaine : Principes et potentiel <https://edepot.wur.nl/448775>

- Pengue WA (2022) Systèmes alimentaires locaux : Rendre visible l'invisible grâce à l'agroécologie urbaine. *Front. Sustain. Cities* 4:867691. doi:10.3389/frsc.2022.867691
- Projet "Urbaniser sur place" : Building the Food, Water, Energy Nexus From Below. <http://urbanisinginplace.org/>.
- Initiative mondiale pour l'urbanisation durable (SUGI) / Nexus alimentation-eau-énergie <https://jpi-urbaneurope.eu/calls/sugi/>
- Ressourcement d'un urbanisme agroécologique : Dimensions politiques, transformationnelles et territoriales. Édité par Chiara Tornaghi, Michiel Dehaene